



Synthèse des observations (commentaires et critiques) de l'EEP sur les propositions de projet du PIL-ADC

L'évaluation de chaque proposition de projet a été faite en fonction de 39 critères (voir TdR pour l'appel à projets). Une note variant de 1 à 5 a été affectée à chaque critère pour signifier le degré de satisfaction du critère :

- 1 La note 1= Très faible
- 2 La note 2= Faible
- 3 La note 3= Passable
- 4 La note 4= Bien
- 5 La note 5= Très bien

Les points ont été ajoutés pour chaque proposition, après quoi ils ont été classés en ordre décroissant. Les points ont été ajoutés pour chaque proposition, après quoi ils ont été classés en ordre décroissant. L'ensemble du classement est présenté dans le tableau suivant :

Rang	Score	Structure	N°
1	169	ODI-Sahel	25
2	152	PACHINDA	26
3	148	AVPIP+ASSAFEDE+ATS	1
4	147	ASFEM	14
5	146	AMEN	5
6	145	Sahel-Eco	13
7	143	GRIDAC	10
8	140	REDEVI	12
8'	140	Woyo kondèye + CAFO + RENEDEP	8
9	138	OMAFES	23

Un tableau complet avec des points donnés pour chaque critère pour chacun de ces 27 projets est disponible.

A. Commentaires généraux sur l'ensemble des projets :

Il est pertinent de faire les commentaires suivants sur les projets proposés :

1. En général les projets sont très ambitieux au regard de la durée de deux ans accordée.
2. Considérant des durées aussi réduites, il y a beaucoup de risques d'échecs. En deux ans, seuls des projets d'infrastructures communautaires peuvent être facilement réalisés sans de gros risques. Pour tout ce qui concerne le renforcement des capacités techniques et organisationnelles et l'appropriation réelle par les bénéficiaires, il faut beaucoup plus de temps.

3. La plupart des projets concernent l'agriculture, l'élevage et la culture maraîchère. Il n'y pas beaucoup d'innovations pour promouvoir des activités moins sensibles ou moins dépendantes du climat. D'ailleurs le risque climatique n'est pas vraiment bien pris en charge dans la plupart des projets proposés.
4. La plupart de projets n'ont pas proposé de stratégie de poursuite des activités après la fin du financement.
5. Beaucoup de projets n'ont pas prévu d'objectifs spécifiques liés à la gestion efficace du projet ni pour la situation de référence et la notice d'impact environnemental et social.
6. L'approche GAR est très diversement maîtrisée, surtout au niveau de la budgétisation par résultat.
7. Pour réussir a permettre aux groupes marginalisés « d'accéder aux ressources et bénéfices du projet et de pouvoir les contrôler » et pour « avoir un impact sur les groupes et les communautés vulnérables » les conditions suivantes doivent être remplies :
 - Sécurisation foncière préalable ou pendant la réalisation des projets.
 - Bonne assimilation des techniques enseignées par les bénéficiaires.
 - Critères de sélection des bénéficiaires orientés sur les groupes vulnérables.
 - Disponibilité à proximité de technicien pour assurer le suivi de certains équipements non maîtrisés par les bénéficiaires.
 - Mise en relation d'affaires des producteurs et transformateurs avec des distributeurs.
 - Formation des bénéficiaires en gestion coopérative en vue d'une mutualisation véritable des fonctions communes (approvisionnement en intrants, formations supplémentaires, commercialisation des productions, ...).
 - Appui-conseil régulier des bénéficiaires pendant au moins trois ans par les services techniques et par l'agent chargé du développement économique local de la commune.
 - Formation des bénéficiaires en gestion du budget du ménage : recettes – dépenses – épargne.
8. Tous les projets retenus auront besoin d'un appui pour finaliser les documents de projets et surtout pour affiner la programmation des activités.

B. Observations spécifiques par projet sur les 10 projets sélectionnés :

Rang	Score	Structure	Commentaires et critiques de l'EEP
1 ^{er}	169	<p>ODI – Sahel</p> <p>RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES PETITS PRODUCTEURS RURAUX FACE AUX IMPACTS NEGATIFS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LA COMMUNE RURALE DE SIO" (CERCLE DE MOPTI, REGION DE MOPTI).</p>	<p>-Activités appropriées et réalisables ? Si la vingtaine d'activités se justifient pas la nécessité d'agir sur tous les fronts, il serait probablement plus judicieux d'établir un ordre de priorité et de se concentrer sur un nombre plus réduit afin de s'assurer qu'elles seront réalisées dans les délais. En général, il faut beaucoup de temps pour mobiliser et organiser les acteurs ruraux pour agir.</p> <p>-La proposition ne renseigne pas sur la stratégie de gestion du projet en cas de survenance de conflits violents (crise sécuritaire)</p> <p>-Le plan d'action proposé est clair. Toutefois, il devrait prendre en compte le calendrier culturel pour mieux maîtriser les activités, surtout en l'an un qui concentre le maximum d'activités. En effet, on connaît la complexité des questions de résilience.</p> <p>-Il reste cependant à fixer les détails opérationnels du système de suivi-évaluation en début de projet.</p> <p>-La proposition contient-elle un plan de gestion des impacts environnementaux du projet ? Cependant, il est clairement prévu une notice d'impact environnemental en début de projet.</p> <p>-Le postulant dit avoir une présence institutionnelle dans la région de Mopti.</p> <p>-Prise en charge des activités après la fin de la subvention ? Non, tout cela sera inclus dans le un plan à établir avec les populations.</p>
2 ^{ème}	152	<p>PACHINDA</p> <p>APPUI AUX BOZOS DU WASSOULOUBALE DANS L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES A TRAVERS L'AMENAGEMENT DES ETANGS PISCICOLES ET L'ELEVAGE DES PETITS RUMINANTS</p>	<p>Une seule activité est spécifique aux femmes : « A2 : Le renforcement des capacités des femmes en conservation et séchage du poisson ». Mais d'autres activités comme « A3 : L'encadrement des populations dans l'élevage », concerne aussi les femmes.</p> <p>Le tableau du cadre logique ne comporte pas d'activités. Il se limite aux objectifs globaux, spécifiques et aux résultats attendus. Sans activités, le cadre logique est incomplet. Cependant des activités ont bel et bien été décrites et mises en relation avec les résultats attendus. On peut donc croire qu'il s'agit d'une simple omission des activités dans le cadre logique.</p> <p>Activités appropriées et cohérentes ? Les activités se devraient être plus détaillées et utilement complétées (par exemple, par des formations des bénéficiaires en gestion durables des pêches et en entrepreneuriat). De nombreuses activités figurent en filigrane dans le texte, comme par exemple, la mise en place d'un fonds de roulement. D'autres</p>

			<p>encore apparaissent dans le budget, comme par exemple, la mise en place d'unités de production de moutons et de chèvres, ou encore, le recrutement de formateurs etc. toutes ces activités doivent être incluses dans le cadre logique. - Les résultats attendus sont en cohérence avec les objectifs spécifiques, cependant, cette façon très succincte de formuler les résultats et les activités, si elle a le mérite d'être concise, ne permet cependant pas de prendre en compte tous les aspects. Ce qui peut réserver des surprises dans l'exécution.</p> <p>Activités réalisables avec budget ? Il y a des craintes de sous-estimation du budget du fait que les activités ne sont pas vraiment détaillées. Un effort reste à faire dans ce sens.</p> <p><i>La proposition ne renseigne pas sur la stratégie de gestion du projet en cas de survenance de conflits violents (crise sécuritaire)</i></p> <p>Le postulant ne fait mention d'aucune représentation dans la région ou la commune.</p>
3 ^{ème}	148	<p>ONG ASSAFEDE – ONG AVPIP – Association A. (TSF)</p> <p>RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES VULNERABLES FACE AUX EFFETS NAGATIFS DES CC DANS LE CERCLE DE GOUNDAM (COMMUNES DE GOUNDAM ET TONKA)</p>	<p>-Manque d'expérience de ATS et manque de représentation régionale pour ASSAFEDE</p> <p><i>-La seule activité de mitigation dans le projet concerne la fumure organique et la gestion de la fertilité des sols.</i></p> <p><i>-Par rapport au CL GAR, oui, mais les coûts ne figurent pas le cadre logique et certaines conditions préalables ne sont pas renseignées.</i></p> <p>-Les Résultats attendus sont dans l'ensemble cohérents avec les OS, mais certains résultats sont imprécis et nécessitent des améliorations dans leurs formulations.</p> <p>-Certaines activités méritent d'être précisées pour être plus cohérentes avec les résultats attendus.</p> <p>-Activités appropriées, mais nombre élevé, donc prioriser pour le délai de 2 ans</p> <p>-Les coûts des activités n'étant pas mentionnés dans le cadre logique, il est difficile de se prononcer. La présentation du budget ne permet pas de s'y retrouver. Il y a une sorte de déconnexion entre le budget et les activités listés dans le cadre logique.</p> <p>-Durabilité : aucune disposition précise n'est prise au plan institutionnel (à part le partenariat pour la mise en œuvre) et financier.</p> <p>-L'approche participative utilisée pour la formulation du projet, condition nécessaire pour une appropriation par les bénéficiaires n'est pas clairement décrite.</p> <p>-La proposition n'informe pas sur comment les activités continueront d'être prises en charge après la fin de la subvention</p> <p>-Les activités sont-elles clairement reflétées dans le budget ? Non, dans la mesure où on ne retrouve pas les mêmes libellés que dans le cadre logique.</p>

			-Le ratio entre les coûts estimatifs et les résultats attendus est-il satisfaisant ? Difficile dans ce cas de se prononcer formellement. Cependant les porteurs du projet justifient d'une expérience qui peut rassurer.
4 ^{ème}	147	ASFEM PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE RESILIENCE DES MENAGES VULNERABLES FACE AUX EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LA COMMUNE RURALE DE N'GORKOU, CERCLE DE NIAFUNKE, REGION DE TOMBOUCTOU	-L'expérience en sensibilité aux conflits n'est pas évidente dans les projets similaires mais dans l'analyse des conflits et les mesures préconisées pour les prévenir ou les résoudre comme notées plus bas (cf. 2.12, 3.6 et 3.7) -Pertinence et cohérence des activités : Les activités sont cohérentes mais devraient être complétées d'autres activités pour mieux atteindre les objectifs. Par exemple, il faudrait prévoir des activités liées à la gestion des conflits et à la pérennisation des résultats. En outre, les activités 4 à 10 concernent plutôt un autre résultat qui pourrait être ainsi formulé : « Le projet est bien géré et les acquis sont capitalisés et diffusés ». Ce sont : A324 : Supervision/ateliers bilans / planification activités ; A325 : Suivi ; A326 : Evaluation à mi-parcours ; A327 : Evaluation Finale ; A328 : Capitalisation ; A329 : Situation de référence : A3210 : Audit -Indicateurs spécifiques genre : Il n'y a que deux indicateurs qui font référence aux femmes et aux jeunes dans le volet qui leur est spécialement dédié (le maraîchage). Le genre n'est pas adressé dans les autres activités susceptibles de les concerner comme l'embouche des petits ruminants -La proposition ne contient pas de plan de gestion des impacts environnementaux du projet -Siège à Bamako, sans antenne -Continuation des activités après la fin de la subvention ? Non. Il manque une stratégie de pérennisation des acquis après le projet. -Réflexion des activités dans le budget ? Oui. Cependant quelques activités ont été oubliées, ce sont : la situation de référence et la notice d'impact environnemental
5 ^{ème}	146	AMEN ROJET D'APPUI AUX ORGANISATIONS LOCALES POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'EXTENSION DE LA RIZIPISCICULTURE DANS LES COMMUNES	-Dans les projets exécutés, l'application de la sensibilité aux conflits n'est pas évidente ; elle l'est plus dans l'analyse des problèmes de conflits et de sécurité dans les régions nord dont celle de Mopti. -Combinaison atténuation adaptation : Non. Seules des compostières sont prévues pour les étangs de pisciculture. -Par rapport au CL GAR, oui, mais les coûts ne figurent pas le cadre logique et certaines conditions préalables ne sont pas renseignées. -Les activités techniques sont appropriées et réalisables dans la durée. Elles devraient cependant être complétées par d'autres activités tout aussi importantes dont certaines ont été d'ailleurs annoncées dans le corps du texte : <i>forger un modèle économique</i>

		<p>URBAINES DE MOPTI ET SIO, CERCL DE MOPTI, REGION DE MOPTI AU MALI (POLDERMOPTI)</p>	<p><i>opérationnel et novateur au niveau local ; réaliser un programme de formation et d'encadrement technique par des personnes ressources ; le renforcement des capacités organisationnelles des producteurs.</i></p> <p>-La proposition ne renseigne pas sur la stratégie de gestion du projet en cas de survenance de conflits violents (crise sécuritaire)</p> <p>-Un plan de rapportage est proposé, mais devra être complété par les indicateurs de suivi.</p> <p><i>-La proposition ne contient pas de plan de gestion des impacts environnementaux du projet. Non. En outre, la notice d'impact environnemental a été oubliée.</i></p> <p>-Compte tenu du niveau de technicité très élevé, la proposition n'est pas répliquable sans un appui technique et financier conséquent.</p> <p>-Par rapport à la durabilité des résultats attendus et le niveau d'appropriation par les bénéficiaires ? Elle reste à construire au cours de l'exécution du projet. -Le processus de formulation n'ayant pas été effectivement participatif. On a l'impression d'un projet clé en main.</p> <p><i>-Le postulant siège à Bamako et ne mentionne aucune représentation dans les communes concernées par le projet.</i></p> <p>-Prise en charge des activités à la fin subvention : Il est prévu la promotion d'un modèle économique pérenne basée sur la chaîne des valeurs, mais sans aucun détail sur le l'opérationnalisation d'un tel modèle.</p>
6 ^{ème}	145	<p>Sahel-Eco</p> <p>PROJET D'APPUI A L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LA COMMUNE RURALE DE MANDIAKUY DANS LE CERCLE DE TOMINIAN</p>	<p>-La revue des projets réalisés ne montre pas une expérience suffisante dans l'application de l'approche genre dans des projets Idem pour d'intégration de la sensibilité aux conflits dans des projets CL selon la GAR, Oui, mais les activités ne sont pas budgétées individuellement dans le cadre logique.</p> <p>-Les activités pertinentes et cohérentes avec les résultats. Les activités sont pertinentes et concourent aux résultats. Toutefois des précisions dans la formulation de certains résultats et activités sont cependant souhaitables et certaines activités méritent d'être ajoutées. Par exemple, en plus de la diffusion des informations météo, il faut prévoir des conseils aux producteurs.</p> <p>-Actions réalisables avec le budget arrêté ? Les activités ne sont pas budgétées individuellement dans le cadre logique en précisant les moyens. Par contre elles sont reprises dans le budget avec des sommes forfaitaires. Cela peut entraîner des risques sous/surestimation.</p>

			<p>-Stratégie de minimisation des risques ? N'existe pas. Le projet prévoit une étude sur la typologie des conflits fonciers et la mise en place et formation de la commission foncière sur ses attributions</p> <p><i>-La proposition ne renseigne pas sur la stratégie de gestion du projet en cas de survenance de conflits violents (crise sécuritaire)</i></p> <p><i>-La proposition ne contient de plan de gestion des impacts environnementaux du projet et la notice d'impact environnemental a été omise.</i></p> <p>-Effet multiplicateur : Il n'y a pas de stratégie claire de répliation des activités après la fin du projet.</p> <p>-Durabilité des résultats : Il n'est pas prévu de poursuivre le financement des activités après le projet.</p> <p>-Au plan institutionnel, aucune structure n'est formellement responsable de l'après projet, sauf peut-être la commune. L'approche participative mise en œuvre par le projet n'est pas clairement décrite.</p> <p><i>-La proposition n'informe pas sur comment les activités continueront d'être prises en charge après la fin de la subvention</i></p> <p>-Réflexion des activités dans le budget ? Les activités ne sont pas individuellement budgétées dans le cadre logique, elles figurent cependant dans le budget avec des sommes forfaitaires.</p> <p>-Ration coûts/résultats : Le budget n'est pas orienté « Résultats ». Dès lors, il est difficile de juger de l'adéquation des ressources financières avec les résultats et objectifs poursuivis.</p>
7 ^{ème}	143	<p>GRIDAC</p> <p>APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES POPULATIONS DU DELTA INTERIEUR DU NIGER FACE AUX EFFETS NEFASTES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES 11 VILLAGES DE LA COMMUNE URBAINE DE DJENNE, REGION DE /MOPTI, CERCLE DE DJENNE.</p>	<p>-Seule l'activité « A115 : Réalisation de 75 fosses compostières, 75 étables fumières et 9 parcs améliorés dans 9 villages » contribue à la mitigation.</p> <p>-Il ressort de l'analyse du contexte les points suivants qui auraient gagné à être étayés davantage : - conditions de production défavorables aux Femmes et aux jeunes - sous-alimentation, maladies, ... Exode à la recherche de meilleures conditions de vie.</p> <p>-Cohérence activités avec résultats et objectifs : Oui dans leur ensemble, les activités concourent aux résultats. Cependant quelques remarques : on se demande par exemple s'il faut former 300 producteurs à la production de semences améliorés. Peut-être suffit-il de sélectionner les meilleurs pour en faire des producteurs de semences améliorées.</p> <p>-Activités appropriées et réalisables pour la durée ? Les activités sont très nombreuses et concernent plusieurs centaines de bénéficiaires. Il est</p>

			<p>Souhaitable de les prioriser ou de limiter le nombre de bénéficiaires pour les deux ans à venir. Une stratégie de diffusion pourrait être élaborée pour atteindre plus de bénéficiaires par la suite.</p> <p><i>-La proposition ne renseigne pas sur la stratégie de gestion du projet en cas de survenance de conflits violents (crise sécuritaire)</i></p> <p>-Le plan d'action n'est pas très détaillé au niveau de la programmation. Notre point de vue est que des priorités doivent être établies. Cela s'impose au regard du défi à relever : obtenir une véritable appropriation d'adaptation par les populations rurales en deux ans ?</p> <p><i>-La proposition ne contient de plan de gestion des impacts environnementaux du projet et la notice d'impact environnemental a été omise</i></p> <p>-Effet multiplicateur : Il n'y a pas de stratégie claire de réplication des Activités après la fin du projet. Il faudrait envisager son élaboration dès le début du projet.</p> <p>-Durabilité des résultats : Il n'y a pas de proposition claire de stratégie après le projet quant au financement financier qu'institutionnel.</p> <p>-Le postulant a son siège à Bamako, une antenne à Mopti mais n'est pas présente dans la commune de Djenné.</p> <p><i>-La proposition n'informe pas sur comment les activités continueront d'être prises en charge après la fin de la subvention</i></p>
8 ^{ème}	140	<p>REDEVI</p> <p>PROMOTION DE LA RESILIENCE, DE L'ADAPTATION ET DE L'EMERGENCE DES JEUNES RURAUX AUTOUR DES FILIERES AGRICOLES RENTABLES DANS LA COMMUNE DE TIENFALA</p>	<p>-REDEVI justifie cinq projets dans le domaine des CC, mais le coût desdits projets n'est pas indiqué (une annexe annoncée ne figure dans le document de projet). Toutefois, sur la base de cette expérience, on peut dire que l'ONG possède le minimum de capacités nécessaires à la conduite du projet.</p> <p>-Le nombre et la nature des projets mis en œuvre ne suffisent pas pour une expérience suffisante dans l'application du genre. Le postulant fait référence à une note de présentation en annexe qui n'a pas été reproduite.</p> <p>-Expérience intégration sensibilité aux conflits : Idem</p> <p>-Expérience application méthodes participatives : Idem</p> <p>CL selon GAR, mais les conditions préalables ne sont pas décrites.</p> <p>-Les activités sont cohérentes avec les résultats attendus. Toutefois, leur nombre est très limité (6 au total). Il faudrait prévoir des sous-activités.</p> <p>-Dans le cadre logique, les coûts sont évalués de manière forfaitaire. Cependant, dans le tableau du budget, les activités ont été détaillées et les coûts proposés semblent adéquats.</p>

			<p>-La proposition ne renseigne pas suffisamment sur la minimisation des risques de conflits : organisation en associations à formaliser ; recours Aux autorités en cas de conflits</p> <p><i>-La proposition ne renseigne pas sur la stratégie de gestion du projet en cas de survenance de conflits violents (crise sécuritaire</i></p> <p>-Le plan d'action devrait être précisé en début de projet pour tenir compte des réalités de terrain. Néanmoins, il est considéré comme réalisable Dans les délais.</p> <p>-Un plan de rapportage est proposé, mais devrait être complété par le mode opératoire pour la collecte des données pour renseigner les indicateurs. <i>Il manque aussi situation de référence en début de projet.</i></p> <p><i>-La proposition ne contient de plan de gestion des impacts environnementaux du projet et la notice d'impact environnemental a été omise</i></p> <p>-Le postulant est présent dans la région mais pas dans la commune.</p> <p><i>-La proposition n'informe pas sur comment les activités continueront d'être prises en charge après la fin de la subvention</i></p>
8 ^{ème} ex	140	<p>Woyokondèye/CAFO/RENEDEP</p> <p>PRODUIRE ET CONSOMMER SANS PRODUITS CHIMIQUES ET SANS DEGAGEMENT DE GAZ A EFFET DE SERRE DANS CINQ (OS) VILLAGES DE LA COMMUNE DU MANDE-CERCLE DE KATI, REGION DE KOULIKORO.</p>	<p>-Les activités citées participent des résultats attendus. Mais des activités supplémentaires sont nécessaires pour permettre d'opérationnaliser un système de suivi-évaluation, en commençant par l'établissement de la situation de référence, la conduite d'une notice d'impact environnemental et la mise en œuvre d'un plan d'atténuation le cas échéant, de prendre en charge les aspects liés à la gestion des conflits, à la mise en place d'un partenariat permettant de poursuivre les activités et pérenniser les acquis après le financement, etc.</p> <p>-Les activités prévues sont diversifiées et nombreuses. Ce qui introduit un risque de dépasser le délai imparti. Néanmoins, ces activités sont réalisables dans les délais à condition de prendre en compte le calendrier cultural et culturel pour bien les programmer.</p> <p>-La proposition ne renseigne pas sur la stratégie de minimisation des risques de conflits liés à la mise en œuvre du projet</p> <p>-La proposition ne renseigne pas sur la stratégie de gestion du projet en cas de survenance de conflits violents (crise sécuritaire).</p> <p>-Le plan d'action est très succinct et mérite d'être plus détaillé. Néanmoins, au regard du nombre d'activités, il existe un risque que les délais ne soient pas tenus.</p> <p><i>-La proposition ne contient pas de plan de gestion des impacts environnementaux du projet</i></p>

			<p>-Bien que le thème sur les CC concerne tous les acteurs locaux, la proposition ne mentionne le renforcement des capacités que pour les groupes cibles.</p> <p><i>-Durabilité des résultats : Il n'y a pas de stratégie de financement après la Fin du projet – Des structures pour poursuivre les activités, mais pas de stratégie clairement exposée- La population est impliquée dans la mise en œuvre par le biais d'agents communautaires.</i></p> <p><i>-Le postulant réside à Bamako et ne dit pas s'il a une antenne à Koulikoro ou à Kati.</i></p> <p><i>-La proposition n'informe pas sur comment les activités continueront d'être prises en charge après la fin de la subvention ?</i></p>
9 ^{ème}	138	<p>OMAFES</p> <p>PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE COMMUNAUTAIRE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LA COMMUNE DE KOUMATOU, CERCLE DE BOUGOUNI.</p>	<p>-Les projets exécutés intègrent peu l'intégration de la sensibilité aux conflits. Un seul projet, le « projet de gouvernance environnementale et changements climatiques » est susceptible de l'avoir intégrée.</p> <p>-Le projet ne fait pas le lien entre CC et conflits. Le risque de conflit perçu par le postulant est relatif à l'accès à la terre pour l'implantation des périmètres maraîchers des femmes. La résolution de ce type de conflit avant aménagement est la condition d'une occupation, sécurisée pour une production optimale.</p> <p>-Les coûts des activités ne sont pas indiqués dans le cadre logique !</p> <p>-Appropriation et cohérence des activités avec les objectifs et les résultats attendus : les activités A6 et A7 tombent comme un cheveu dans la soupe car ne participent qu'indirectement aux résultats. L'activité A8 manque de précisions sur les mesures d'adaptation visées. Les activités A9 à 11 n'ont pas de rapports directs avec les résultats. En somme, les activités devraient mieux ciblées sur les résultats et décrites de manière plus exhaustive. Prévoir en outre un OS et des résultats liés à la gestion du projet.</p> <p>-L'absence de budget clair pour chaque activité ne permet pas de juger objectivement si les actions proposées sont réalisables avec le budget.</p> <p>-La stratégie de gestion du projet en cas de survenance de conflits violents (crise sécuritaire) n'a pas été esquissée dans la proposition.</p> <p>-Le plan d'action du projet est réalisable d'ici sur une durée maximum de 24 mois. Oui sous réserve d'une précision des activités. Il manque en effet certaines activités telles que la notice d'impact et la situation de référence pour mieux préciser les cibles.</p> <p>-Suivi évaluation : les détails opérationnels ne sont pas décrits. Il manque également la situation de référence pour mieux préciser les cibles.</p>

			<ul style="list-style-type: none">-La proposition ne contient pas de plan de gestion des impacts environnementaux du projet. En outre, la notice d'impact n'est pas mentionnée dans le plan d'action.-Il n'apparaît pas que le postulant ait une présence institutionnelle long terme dans la zone du projet ni qu'il y soit présent dans le cadre de l'exécution d'un autre projet.-La proposition n'informe pas de manière explicite sur comment les activités continueront d'être prises en charge après la fin de la subvention-Il est difficile de se prononcer sur le ratio coûts estimatifs et résultats. Le budget devrait être présent par résultats pour permettre une telle analyse.
--	--	--	--